

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 22 avril 2026

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 26 - 180

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVED ENVIRONNEMENT

3, rue des Prés de Lyon
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 avril 2026 dans l'établissement COVED ENVIRONNEMENT implanté 3, rue des Prés de Lyon, 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le samedi 18 avril 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un départ de feu dans une alvéole. Une visite d'inspection a été réalisée à la suite de cet événement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED ENVIRONNEMENT
- 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

La zone de stockage des déchets dangereux conditionnés qui avait été détruite par un incendie a été reconstruite.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident et d'accident	Code de l'environnement du 02/02/1998, article R512-69	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositifs de rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2025, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant a bien contenu les eaux d'extinction incendie afin de les faire traiter. Il a également été constaté qu'une démarche d'analyse complète des installations est en cours de réalisation. Il est demandé à l'exploitant de fournir sous un délai de 15 jours une analyse de l'accident avec le plan d'actions associé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident et d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.

Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Le jour de l'incident, l'exploitant a informé l'inspecteur des installations classées des premières informations disponibles. Il est rappelé à l'exploitant qu'un rapport d'analyse est attendu sous 15 jours après l'accident.

L'exploitant précise que le feu a pris dans un bâtiment récemment construit pour la filière RECYDIS relative aux déchets dangereux. Ce bâtiment contient 4 alvéoles dont une alvéole aménagée notamment pour le stockage d'aérosols et de batteries. Cette alvéole dispose d'un système de canons à mousse en partie haute tandis que les 3 autres alvéoles sont équipées d'un système d'extinction CO₂+poudre.

Lors de la visite, l'exploitant a rappelé la chronologie de l'incident :

- 8 h 46 - la caméra thermique détecte les premières fumées ;
- 8 h 48 - la caméra thermique détecte la première flamme et déclenche les canons à mousse et la protection CO₂ + poudre ; l'exploitant précise que la protection mousse s'est arrêtée environ 1 min après son déclenchement ;
- 8 h 59 - des agents font la levée de doute sur site et constatent les flammes ;
- 9 h 01 - la caméra thermique détecte la température seuil pour l'appel des services d'incendie et de secours ;
- 9 h 02 - un appel est également effectué au même instant par le personnel sur site ;
- 9 h 09 - arrivée des pompiers sur les lieux ;
- 9 h 12 - fermeture de la vanne d'obturation par les équipes ;
- 9 h 15/20 - arrivée de la Police, du SAMU et d'Enedis ;
- 9 h 33 - le responsable de l'exploitation prévient la direction que le feu est éteint ;
- 9 h 55 - fin d'intervention pour les pompiers ;
- les équipes ont ensuite évacué les matières de l'alvéole pour maintenir un refroidissement de la masse.

L'exploitant précise que le jour de l'incendie, un point a été réalisé avec le gardiennage pour une surveillance spécifique de la zone après le départ des équipes en début d'après-midi.

Lors de la visite, la présence du prestataire en charge de la protection mousse du bâtiment a été constatée. L'exploitant indique avoir contacté l'entreprise pour une analyse de la défaillance du système. De plus, il précise que, depuis le lundi suivant l'incendie, les entreprises en charge du système incendie, de la télésurveillance, de la vérification électrique, du système d'arrosage, du SKID (système de lutte incendie automatique), mais également de la maçonnerie et de la charpente métallique (et des exutoires) ont été reçues sur site pour analyser et attester de l'état des installations.

<p>L'exploitant indique que, d'après les premières analyses, le feu a été déclenché par une batterie dans cette alvéole de déchets dangereux.</p> <p>Lors de la visite, la présence de traces de brûlage sur les murs de l'alvéole et de suie sur le toit et les parois métalliques de la structure, au droit de l'alvéole, a été constatée.</p> <p>Les autres alvéoles ne semblent pas touchées, et la présence de poudre confirme le bon fonctionnement du reste de l'installation. Toutefois, un rapport d'analyse est en cours de réalisation pour les équipes du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme convenu le jour de l'incident, l'exploitant transmettra sous un délais de 15 jours un rapport d'analyse de l'accident avec un plan d'actions préventives et correctives le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Dispositifs de rétention des eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2025, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des ouvrages de confinement sont disponibles sur le site pour retenir l'ensemble des eaux d'extinction en cas d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une rétention d'un volume de 310 m³ associée à la zone de stockage de déchets dangereux liquides vrac - parc à cuves des liquides de refroidissement, eaux hydrocarburées, huiles usagées, • une rétention d'un volume de 101 m³ associée à la zone de stockage de déchets dangereux liquides vrac - parc à cuves des eaux issues de la ligne de lavage des emballages en plastiques vides souillés, • une rétention d'un volume de 202 m³ associée au bâtiment de stockage de déchets plastique non dangereux. La rétention est confinée à l'intérieur du bâtiment. Des barrières mobiles offrant une hauteur minimale de 43 cm sont mises en oeuvre, • un ouvrage de confinement (bassin étanche, réservoir enterré...) pour l'ensemble des autres zones du site d'un volume de 380 m³ disponible en permanence. <p>Une vanne d'obturation est installée au niveau du point de rejet des eaux pluviales. Elle doit être actionnée en cas de sinistre pour éviter tout rejet vers le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué dans le détail des faits de l'accident avoir actionné la vanne d'obturation environ 3 minutes après l'arrivée des pompiers et 24 minutes après la détection de la première flamme par la caméra thermique.</p>

L'exploitant a fait prélever deux échantillons de l'eau d'extinction avant de pomper cette eau. L'exploitant a effectué le pompage par l'activité « assainissement » du site, ainsi il a été pompé environ 4000 l d'eau d'extinction.

Après réception des résultats d'analyse, les eaux d'extinction seront envoyées vers la filière de traitement adaptée. L'exploitant tient à disposition de l'inspection les documents relatifs au pompage et au traitement de ces eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite